



Poitiers, vendredi 16 septembre 2022

Communiqué de presse d'Alternatiba Poitiers

Nous avons été informés par les médias de la demande de M. le Préfet de la Vienne à la Ville de Poitiers et Grand Poitiers de retirer leur soutien financier à la tenue du village des alternatives du 17 et 18 septembre organisé par l'association Alternatiba Poitiers. En cause, la programmation d'un temps de formation d'une heure et demie sur la désobéissance civile. Au nom du contrat d'engagement républicain, il écrit : "*Les associations ne doivent entreprendre ni inciter aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et ne pas cautionner de tels agissements*"

Tout d'abord qu'est-ce qu'un atelier sur la désobéissance civile. **C'est un temps de formation à la non-violence. Elle permet de mettre en pratique les valeurs qui nous sont chères (respect de l'autre, bienveillance, entraide...)**. Elle n'est donc pas une atteinte à l'ordre public mais bien au contraire une manière non violente d'exprimer les raisons qui nous poussent à manifester. Elle participe à la liberté d'expression chère à la convention européenne des droits de l'Homme. D'ailleurs, La Cour européenne des droits de l'homme a affirmé à plusieurs reprises que la désobéissance civile dans un domaine d'intérêt commun constitue un des aspects les plus importants du droit de la liberté d'expression. Lutter pour limiter le réchauffement climatique ne relève-t-il pas du domaine d'intérêt commun !

De plus, nous tenons à rappeler que l'organisation de ce village a été conçu dans le respect de la charte d'Alternatiba dont voici un extrait : "*la dynamique des Alternatiba travaille à la construction d'un monde plus humain et plus solidaire. Cet objectif est incompatible avec les idées et comportements xénophobes, sexistes, homophobes, excluants, discriminatoires, **anti-démocratiques ou violents.***"

Aussi, l'ensemble des participants à ce village soit plus de 140 associations, entreprises, institutions, citoyens s'inscrivent dans les valeurs de cette charte.

Par conséquent, l'heure est grave car par ses propos, il remet en question l'engagement citoyen qui semble si cher au Président à travers son contrat d'engagement républicain. Cette république n'existerait pas si des milliers voir des millions de citoyens ne s'engageaient pas au quotidien pour porter des initiatives et compenser l'absence de l'État dans des domaines aussi divers que le social, la santé, l'éducation, la protection de l'environnement, de la planète, du climat.

La société est en attente de réponse et de solutions pour faire face au changement climatique. Ce village met en avant de nombreuses initiatives de collectivités, d'entreprises, d'associations, de citoyens qui se donnent les moyens d'agir pour réduire leurs émissions de CO2 et qui montrent ainsi la voie. On en attendrait autant de l'État, qui pourtant ne respecte pas les accords de Paris et a été condamné à deux reprises pour inaction climatique.

Hélas, face à l'ampleur de la tâche, et à l'action insuffisante de l'État pour nous protéger, ce village est une goutte d'eau dans l'océan des actions qui devraient être menées pour nous sauver.

L'heure n'est pas à la polémique sous couvert de valeurs républicaines mais à l'action pour limiter notre impact carbone avec un programme certes modeste mais ambitieux qui proposera 25 tables rondes et conférences, des spectacles pour enfants et adultes, 6 expositions, des ateliers, et des animations sur ce qui touche notre quotidien : se nourrir, se soigner, se déplacer, habiter, économiser l'énergie, gérer les déchets, travailler, transmettre.

M le Préfet devrait louer l'action menée par des centaines de citoyens pour éviter la catastrophe climatique qui nous concerne tous. C'est de la responsabilité de chacun d'entre nous d'agir en conscience !

ALTERNATIBA POITIERS

